

RENSEIGNEMENTS IMPORTANTS CONCERNANT LES APPELS

Vous recevez cette information importante sur vos droits et responsabilités parce qu'un appel a été déposé en réponse à une décision prise par le bureau de l'assistance-chômage (Department of Unemployment Assistance/DUA). Il est important que vous lisiez attentivement ces informations et que vous commenciez à vous préparer dès maintenant pour votre audience.

Le service des audiences du DUA organisera une audience dans les prochaines semaines. Le DUA vous enverra un avis d'audience indiquant la date, l'heure et le lieu de votre audience. Veuillez noter que « l'appelant » est la personne physique ou morale qui a demandé l'audience.

La « partie non requérante » est la personne physique ou morale qui n'a pas demandé l'audience, mais peut être affectée par son résultat.

CONDUITE DE L'AUDIENCE

Un examinateur du DUA conduira l'audience. Le travail de l'examinateur est de s'assurer que tous les faits importants sont présentés, lui permettant de prendre une décision juste et légale. Dans la plupart des cas, l'audience sera votre seule chance de présenter les témoignages et les preuves appuyant votre dossier. L'examinateur prendra sa décision uniquement à partir des témoignages et des preuves présentés à l'audience.

Au début de l'audience, l'examinateur :

- expliquera les règles de l'audience et vous indiquera que l'audience est enregistrée
- identifiera toutes les parties (demandeur, employeur et tout autre témoin)
- expliquera le(s) problème(s) juridique(s) qui sera décidé lors de l'audience
- exigera de toute personne qui va témoigner **de jurer ou d'affirmer que ce qu'elle va dire est la vérité**
- vous demandera si vous avez des questions au sujet de l'audience

Après que l'examinateur a expliqué les règles, il commencera à poser des questions sur le dossier, à vous-même et aux autres parties. Lorsque vous ou l'autre partie répondez aux questions, cela s'appelle témoigner. Toutes les parties à l'audience seront autorisées à témoigner.

Toutes les parties seront également autorisées à interroger tous les témoins et à présenter d'autres preuves (tels que des documents ou des lettres). L'examinateur posera des questions tout au long de l'audience, pour s'assurer que toutes les informations nécessaires sont présentées. Dans la plupart des cas, les parties **ne** seront **pas** autorisées à témoigner en lisant une longue déclaration préparée à l'avance.

Dans certains cas, l'employeur est présent à l'audience en tant que témoin (plutôt que partie), s'il n'a pas retourné d'information complète au DUA en temps voulu. Dans ces cas-là, l'employeur ne sera pas autorisé à poser des questions à ses propres témoins, ou au demandeur et aux témoins du demandeur.

L'examinateur décide quels informations et documents peuvent être admis au dossier et contrôle l'ordre de témoignage en indiquant aux parties quand ils doivent parler. Selon l'objet du litige, le demandeur ou l'employeur témoigne en premier. Par exemple, s'il est allégué que le demandeur a été congédié de son emploi pour faute, l'employeur et ses témoins témoignent habituellement en premier. Si la question est de savoir si le prestataire a quitté son emploi volontairement, le demandeur et ses témoins témoignent généralement en premier.

Les audiences impliquant une seule partie (concernant par exemple, l'admissibilité d'un demandeur à une formation ou les cotisations à payer par l'employeur) sont effectuées d'une manière similaire, mais une seule partie est présente pour témoigner.

ENFANTS AUX AUDIENCES

L'audience étant enregistrée, le DUA n'admet pas les enfants à l'audience. De plus, pour des raisons de sécurité, les enfants ne peuvent pas rester dans la salle d'attente sans surveillance. Des parties qui emmèneraient des enfants sans personne pour les surveiller **ne seraient pas autorisées à participer à l'audience.**

REPRÉSENTATION À UNE AUDIENCE

Vous avez le droit d'être représenté par un avocat, un agent ou un représentant légal. Si vous ne disposez pas d'un avocat ou n'avez pas les moyens d'en rémunérer un, vous pouvez contacter l'un des organismes juridiques figurant sur la dernière page de ce formulaire.

Si vous souhaitez être représenté à l'audience, **cherchez un avocat ou un représentant dès maintenant.** Une fois que la date de l'audience a été établie, vous ne pourrez pas obtenir de report pour avoir le temps de trouver un avocat. Veuillez noter que les frais pour les services à un demandeur d'un avocat ou d'un représentant dans le cadre d'un appel au service des audiences ne sont pas

payables, à moins d'avoir été soumis à l'approbation du DUA. G.L. c. 151A, s. 37. Cela signifie que si vous avez un avocat, il doit obtenir la permission du DUA avant de vous facturer ses services.

PRÉPARATION À L'AUDIENCE

Pour préparer votre cas, vous devez rassembler tous les documents qui étayent votre cause. Ces documents peuvent inclure des registres de présence, fiches salariales, relevés de paie, correspondances (courriels ou lettres), documents de travail, évaluations d'employé, ou avertissements liés à la performance. Apportez tous les documents pertinents à l'audience, avec une copie pour l'examineur et une copie pour l'autre partie. **Si vous souhaitez présenter une preuve électronique, vous devez contacter le bureau des audiences régional dès que possible. On pourrait vous demander d'apporter la technologie nécessaire pour présenter ces éléments de preuve.**

Si vous envisagez de faire comparaître des témoins en votre faveur, vous devez les identifier et les contacter dès maintenant pour demander leur participation à l'audience. Le meilleur témoin pour vous est quelqu'un qui a une connaissance directe des problèmes dont il est question. Si la personne que vous voulez faire comparaître refuse d'assister à l'audience en votre nom, vous pouvez demander qu'il/elle soit assigné(e) à comparaître. (Voir la section suivante concernant les assignations).

ASSIGNATIONS

Vous avez le droit de demander à toute personne de produire des documents ou de venir à votre audience pour témoigner si l'information est pertinente au problème en question à l'audience. Si la personne refuse de venir ou de fournir les documents, vous pouvez demander à un notaire ou un juge de paix de délivrer une assignation à comparaître au nom du DUA ou, si vous préférez, le DUA délivrera une assignation. Une assignation est un document juridique qui oblige une personne à témoigner ou à fournir des documents. Peu importe qui délivre l'assignation, il est de votre responsabilité d'avoir signifié (remis) l'assignation et de payer tout frais de témoin ou de signification. Si vous voulez que le DUA délivre une assignation à comparaître, vous devez contacter le bureau régional des audiences mentionné sur la [confirmation d'appel](#), [notification d'appel](#), ou [avis d'audience](#) ci-joint dès que possible, afin d'obtenir des instructions supplémentaires.

ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES

Si vous êtes handicapé, vous pouvez demander des aides et services auxiliaires ou d'autres accommodements raisonnables vous permettant de participer efficacement à une audience. Si vous avez de tels besoins, vous devez contacter le bureau des audiences régional dès que vous recevez cet avis, et nous indiquer quels accommodements vous sont nécessaires. Le numéro de téléphone du bureau des audiences régional se trouve sur la [confirmation d'appel](#), [notification d'appel](#), ou [avis d'audience](#) ci-joint. Les demandes raisonnables et nécessaires seront acceptées. Le département est en droit de demander des documents médicaux prouvant que l'accommodement demandé est nécessaire. Vous pouvez faire appel d'un refus devant le ministère du Travail des États-Unis (202) 219-8927 ou le ministère de la Justice des États-Unis (617) 223-9715.

EXAMEN DES DOCUMENTS DU DUA

Si vous voulez prendre connaissance des informations sur votre cas avant l'audience, vous pouvez contacter le bureau des audiences régional mentionné en première page de la [confirmation d'appel](#), [notification d'appel](#), ou [avis d'audience](#). Le jour de l'audience, vous aurez l'occasion d'examiner le dossier avant le début de l'audience. Si vous souhaitez effectuer une copie du dossier avant l'audience, vous devez vous présenter en personne au bureau des audiences régional. Comme certaines audiences ont lieu dans des bureaux différents, veuillez d'abord téléphoner pour vérifier que le dossier est toujours disponible au bureau des audiences régional.

INTERPRÈTE

Le service des audiences fournira un interprète lors de l'audience, gratuitement, à toute partie qui en a besoin. Pour demander un interprète, vous devez contacter le bureau régional des audiences mentionné sur la [confirmation d'appel](#), [notification d'appel](#), ou [avis d'audience](#) ci-joint dès que possible.

PRÉSENCE À UNE AUDIENCE

Il est important que vous et vos témoins ou représentants soyez à l'heure à l'audience. Si l'appelant (la personne ou l'entité qui a demandé l'audience) ne vient pas ou arrive plus de 10 minutes après l'heure prévue, l'audience n'aura pas lieu. Lorsque cela se produit, l'examineur envoie un [avis de défaut](#) à l'appelant et à la partie non requérante. L'appelant doit répondre au DUA par écrit dans les 10 jours suivant l'envoi de l'avis de défaut et doit donner une raison valable pour ne pas être venu pour que l'audience puisse être rééchelonnée. Si l'appelant ne répond pas ou ne donne pas de raison valable dans les 10 jours, l'appel est rejeté et la décision initiale reste en vigueur. Si la partie non requérante ne vient pas ou arrive plus de 10 minutes après l'heure prévue, l'audience a quand même lieu avec les parties présentes. L'examineur peut décider si les parties qui se présentent en retard sont autorisées à assister et participer à l'audience. Si l'audience se produit sans **la partie non requérante**, la décision sera fondée uniquement sur les témoignages et éléments de preuve présentés à l'audience.

DEMANDES DE REPORT

Comme le bureau des audiences du DUA doit traiter les appels rapidement, une demande de report d'audience n'est pas accordée, sauf si la demande a lieu avant la date limite indiquée sur l'avis d'audience. De plus, le report n'est accordé qu'en cas de raison valable. L'absence d'une partie ou d'un témoin important en raison d'un conflit d'horaire majeur, ou l'indisponibilité d'un représentant / mandataire en raison de conflits d'horaire majeurs sont des exemples de raison valable.

Une demande de report de l'audience faite **après la date limite sera approuvée en cas de situations d'urgence uniquement**. Une maladie grave d'une des parties, d'un représentant, ou d'un témoin clé pour laquelle la personne reçoit ou a reçu des soins médicaux (une documentation peut être demandée), la mort d'un membre de la famille d'une des parties, d'un représentant, ou d'un témoin clé, ou d'autres conflits de nature grave qui sont apparus après la date limite de report, sont des exemples de situations d'urgence. Les demandes de report d'audience faites après la date limite, car l'une des parties ou un représentant était en vacances, par manque de temps de préparation, ou en raison de réunions d'affaires, ne sont pas des situations d'urgence et ne sont pas accordées. Dans les cas où un témoin n'est pas en mesure d'assister à l'audience, l'examineur peut procéder à l'audience comme prévu et décider s'il est nécessaire de poursuivre l'audience à une date différente pour obtenir la déposition de ce témoin.

AUDIENCES PAR TÉLÉPHONE

Le DUA n'exige pas qu'une partie ait à se déplacer plus de 120 kilomètres (75 miles) ou plus d'une heure et demie pour participer à une audience. Par conséquent, dans certains cas, le DUA organise une date d'audience et les parties participent par téléphone, à partir de différents endroits. Avant l'audience par téléphone, le DUA envoie par la poste des copies des pièces (documents soumis en preuve dans le cadre de l'audience) à toutes les parties. Le déroulement des audiences par téléphone est le même que celui des audiences en personne.

Si vous recevez un avis d'audience par téléphone, vous pouvez demander une audience en personne en contactant le bureau des audiences régional indiqué dans l'avis. Vous devez demander une audience en personne avant la date limite de report indiquée sur l'avis d'audience. Si le DUA accède à votre demande d'audience en personne, vous devez être prêt à vous déplacer plus de 120 kilomètres (75 miles) ou une heure et demie, selon la situation.

Si vous recevez un avis d'audience en personne, vous pouvez demander à participer par téléphone en contactant le bureau des audiences régional indiqué dans l'avis. La demande doit être faite avant la date limite de report indiquée sur l'avis d'audience et l'autre partie doit accepter.

RETRAIT D'UNE DEMANDE D'APPEL

Si l'appelant (personne ou entité qui a demandé l'appel) change d'avis sur la nécessité d'une audience, il/elle peut retirer sa demande à tout moment avant l'audience. La demande de retrait doit être faite par écrit et doit être envoyée au bureau des audiences régional figurant sur la confirmation d'appel, la notification d'appel ou l'avis d'audience. Une fois l'audience commencée, l'appelant doit obtenir l'approbation de l'examineur chargé de l'affaire pour annuler l'appel.

DÉCISION DE L'EXAMINATEUR

Le service des audiences s'efforce d'envoyer la décision écrite de l'examineur dans les 2 à 4 semaines après la fin de l'audience. La décision comprend les faits sur lesquels se fonde la décision et les motifs de la décision.

Si vous n'êtes pas d'accord avec la décision, vous pouvez faire appel devant le comité d'examen. La décision est accompagnée d'une explication sur la façon de faire appel. L'appel doit être effectué par écrit et doit inclure le numéro de dossier, le numéro de sécurité sociale du demandeur concerné (si le demandeur est impliqué), et les raisons pour lesquelles vous n'êtes pas d'accord avec la décision. Si vous postez l'appel, il doit être envoyé dans **les 30 jours calendaires à compter de la date d'envoi de la décision**, le cachet de la poste faisant foi. Si vous choisissez de remettre l'appel en main propre au comité d'examen, l'appel doit être reçu par un bureau du DUA dans **les 30 jours calendaires** à compter de la date d'envoi de la décision.

Exceptions : Les décisions concernant le droit aux prestations du régime de sécurité médicale, les protestations de frais de prestations et des responsabilités de cotisations employeur part équitable (Fair Share Employer Contribution), ne peuvent pas faire l'objet d'un appel au comité d'examen. Ces décisions peuvent être contestées devant la Cour supérieure.

ASSISTANCE JURIDIQUE

Les services juridiques fournissent une représentation juridique gratuite aux personnes à faible revenu vivant dans leur zone de service

POUR LES SERVICES JURIDIQUES DANS TOUT L'ÉTAT ET AUTRES RECOMMANDATIONS JURIDIQUES : Legal Advocacy and Resources Center, Inc. (LARC)
(617) 603-1700 ou appel gratuit 1-800-342-5297
((617) 603-1815 les mardis, 17h00-19h00)

Greater Boston Legal Services
(617) 371-1234 ou appel gratuit 1-800-323-3205
ATS : (617) 371-1228

Legal Assistance Corporation of Central MA.
(508) 752-3718 ou appel gratuit 1-800-649-3718
OU

Massachusetts Justice Project
(508) 831-9888 ou appel gratuit 1-888-427-8989

Neighborhood Legal Services (Gr. Lynn & Lawrence)
(978) 686-6900 ou appel gratuit 1-888-657-2889

Merrimack Valley Legal Services (région de Lowell)
Appel gratuit 1-800-747-5056

MetroWest Legal Services (région de Framingham area, MetroWest & certaines parties du district de Norfolk)
(508) 620-1830 ou appel gratuit 1-800-696-1501

South Coastal Counties Legal Services (Southeastern Mass, Cape Cod et les îles)
Brockton : (508) 586-2110 ou appel gratuit 1-800-244-8393

Cape Cod et les îles : (508) 775-7020 ou 1-800-742-4107

Fall River : (508) 676-6265 ou appel gratuit 1-800-287-3777

New Bedford : (508) 979-7150 ou appel gratuit 1-800-929-9721

OU
New Center for Legal Advocacy
Appel gratuit 1-800-244-9023; TDD (508) 990-7755

Western Mass. Legal Services (desservant tout l'ouest du Massachusetts)
Hampden : (413) 781-7814 ou appel gratuit 1-800-639-1109

Hampshire : (413) 584-4034 ou appel gratuit 1-800-639-1309

Franklin : (413) 774-3747 ou appel gratuit 1-800-639-1309

Berkshire (413) 499-1950 ou appel gratuit 1-800-639-1509
OU

Massachusetts Justice Project
(413) 533-2660 ou appel gratuit 1-800-639-1209

Les programmes d'étudiants en droit avec supervision d'un avocat représentant les clients de la grande région métropolitaine de Boston sont :

Harvard Legal Aid Bureau Legal Services Center of Harvard Law School (Bureau d'aide juridique de Harvard du centre de services juridiques de la faculté de droit de Harvard)
(617) 495-4408 (pour les audiences au bureau de Boston uniquement) (617) 522-3003

Si vous n'avez pas droit à une représentation gratuite, vous pouvez contacter un organisme de recommandation d'avocats :

Massachusetts Bar Association National Lawyers Guild, Massachusetts Chapter (Barreau du Massachusetts, association nationale des avocats, région du Massachusetts)
Boston (617) 654-0400 (617) 227-7008
Appel gratuit en dehors de Boston 1-800-392-6164
AST: (617) 338-0585

Boston Bar Association
(617) 742-0625
Appel gratuit : 1-800-552-7046

This notice contains important information regarding the appeal identified on the first page of this notice. It is important to have it translated immediately. You may need to respond by a certain date to protect your rights.

Настоящее уведомление содержит важную информацию об апелляции, указанной на первой странице уведомления. Необходимо немедленно получить перевод этого документа. Для защиты своих прав Вы, возможно, должны будете отправить ответ на это уведомление не позднее определенной даты.

Esta notificación contiene información importante sobre la apelación identificada en la primera página de esta notificación. Es importante que se traduzca inmediatamente. Pueda que tenga que responder bajo cierta fecha fija para proteger sus derechos.

Questo avviso contiene informazioni importanti riguardanti il ricorso menzionato sulla prima pagina di questo avviso. È importante che venga immediatamente tradotto. È consigliabile rispondere entro un certo periodo per proteggere i suoi diritti.

Este aviso contém informação importante sobre o apelo identificado na primeira página deste aviso. É importante ter este aviso traduzido imediatamente. Você terá talvez de responder dentro de um prazo determinado para proteger os seus direitos.

កំណត់សំគាល់នេះ មានរាប់បញ្ចូលព័ត៌មានសំខាន់ៗដែលទាញទូងទៅនឹងការសវនករ ដែលទំនាក់ទំនងរបស់អ្នកនៅលើទំព័រទី ១ នៃការប្រកាសនេះ។ វាជាការសំខាន់ដែលអ្នកត្រូវបកប្រែប្រែភាសានេះភាសា។ អ្នកត្រូវប្រើប្រាស់ប្រព័ន្ធស្របត្របកភាសា។ កំណត់សំគាល់នេះមានសុពលភាពសម្រាប់អ្នក។

ໃບជូនដំណឹង ដ៏សំខាន់នេះ មានព័ត៌មានសំខាន់ៗស្តីពីការប្រកាសដំបូង ដែលបានកំណត់លើទំព័រទី ១ នៃការប្រកាសនេះ។ វាជាការសំខាន់ដែលអ្នកត្រូវបកប្រែភាសានេះភាសា។ អ្នកត្រូវប្រើប្រាស់ប្រព័ន្ធស្របត្របកភាសា។

Notis sa a genyen enfòmasyon ki trè zenpòtan o sijè de apèl nan "Hearings Department". Li trè zenpòtan pou ou fi yo tradwi l pou ou kounyé a. Ou ka bezwen reponn yo anvan on dat pou ou ka pwoteje dwa ou.

Thông báo này chứa các thông tin quan trọng về việc khiếu nại đã được nêu ra ở trang đầu của thông cáo này. Nó cần phải được phiên dịch ngay lập tức. Bạn có thể phải trả lời trước một ngày hạn định nào đó để bảo vệ quyền lợi của bạn.

這通知包括有關第一頁所列申訴的重要信息。很重要，請立刻翻譯。你或許必須在指定時限前答覆以保護你的權利。